

LOIRE ATLANTIQUE **les nouvelles**

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 578 - 11 mars 1993 - Prix 2,50 F



LE VOTE COMMUNISTE A LA DISPOSITION DE TOUS CEUX QUI VEULENT SE FAIRE ENTENDRE, SE DÉFENDRE ET FAIRE DU NEUF

Rarement, à huit jours du premier tour des élections législatives, la situation n'a été aussi ouverte et les possibilités aussi grandes de gagner de nombreux électeurs au vote communiste.

Près d'un sur trois n'a pas définitivement déterminé son vote, et les indécis les plus nombreux sont des électeurs de gauche dont les préoccupations principales, rejoignent celle portées par les candidats communistes.

Ces préoccupations, nous les trouvons chez un grand nombre de gens que nous rencontrons dans la campagne électorale :

« Comment faire connaître son mécontentement à l'égard du Pouvoir Socialiste et donner un coup d'arrêt à sa mauvaise politique, tout en s'opposant à la droite et à ses dangereux projets ? ».

L'interrogation est d'autant plus vive chez les électeurs de gauche qui de plus en plus nombreux constatent que du gouvernement à la droite, en passant par les dirigeants écologistes, on leur propose la poursuite ou l'accélération de la mise en œuvre du traité de Maastricht, qui met en cause l'emploi, l'agriculture, la pêche, les services publics, les acquis sociaux. Les uns proposent de liquider leur parti pour une formation allant des dirigeants écologistes à une partie de la droite centriste ; quant aux dirigeants écologistes, ils annoncent déjà leur volonté de gouverner avec la droite.

Dans ces conditions, pour un grand nombre de gens de gauche, le vote communiste apparaît de plus en plus pour ce qu'il est, c'est-à-dire le seul moyen de se faire entendre, de se défendre et de faire du neuf !

En plus grand nombre, ils mesurent que ce qui peut faire bouger les choses dans le bon sens, c'est le nombre de voix que recueilleront les candidats communistes.

Mais, très nombreux sont encore ceux qui hésitent. Alors, montrons leur que ce vote est un outil à leur disposition, que nous ne leur ferons pas dire plus qu'ils ne le souhaitent, et qu'ils peuvent vraiment être assurés que leur vote du premier tour sera bien utilisé pour s'opposer à la droite.

Rarement, le vote communiste n'a été envisagé par autant de gens à la veille des élections pour faire bouger les choses dans leur sens.

Mais rarement le passage de l'intention à l'acte n'a autant dépendu de ce que vont faire autour d'eux ceux qui en mesurent l'utilité.

C'est la raison pour laquelle, amis lecteurs des Nouvelles de Loire-Atlantique, nous vous invitons à encourager et à aider toutes celles et ceux qui vous entourent à se servir pour eux-mêmes du vote communiste le 21 mars.

Gilles BONTEMPS,
secrétaire de la Fédération
de L.A.
du Parti Communiste Français,
membre du Comité Central

DES GENS DE PLUS EN PLUS NOMBREUX
PENSENT QUE LE VOTE COMMUNISTE PEUT LES AIDER
A FAIRE BOUGER LES CHOSES DANS LE BON SENS

ALORS, AIDONS-LES A S'EN SERVIR !

AU MOMENT OÙ LE MÉCONTENTEMENT
POPULAIRE BAT DES RECORDS

UN ÉLECTEUR SUR TROIS EST ENCORE INCERTAIN

**CE QUI OUVRE DES POSSIBILITÉS
POUR
LE VOTE COMMUNISTE**

SANS IMPLIQUER L'ADHÉSION
AUX POSITIONS D'ENSEMBLE DU PCF,

**UTILISEZ LE VOTE COMMUNISTE
POUR AFFIRMER VOS DROITS**

**A
UNE VIE DIGNE ET PLUS HEUREUSE**

SOMMAIRE

2 - 8^e CIRCONSCRIPTION,
L'IMPORTANCE DE VOTE
J.-L. LECORRE
- NAVALE : UN SUCCÈS

3 - LES CANDIDATS
COMMUNISTES

4 - SANTÉ : QUESTION ÉCRITE

5 - L'ARDOISE DE TRÉLAZÉ

6 - RÉPARATION NAVALE

POUR FINANCER LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS



Aidez le PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

Je verse

à l'ordre de Gilles BONTEMPS - CCP 4400-47 W - NANTES
41, rue des Olivettes - 44000 NANTES

ENVIRONNEMENT : DES HOMMES DE TERRAIN

Les actes des maires communistes : Marc JUSTY, Jean-Louis LE CORRE, Pierre LE BERCHE, dans la défense et la protection de l'environnement, sont autant de garanties de leur engagement de candidats pour les prochaines législatives : lettres, déclara-

tions, délégations, soutien aux associations, participation et initiatives d'action, portent témoignage d'une démarche permanente, la fidélité aux engagements pris envers les électeurs. Aujourd'hui ils réaffirment leur engagement pour :

- l'aménagement de la Loire afin de protéger les hommes et les biens
- la préservation de l'estuaire pour y faire régner écologie et développement
- la protection des 40 000 hectares de zones humides, du lac de Grandlieu à la Grande Brière et au bassin du Brivet, sans oublier, cela va de soi, les marais salants et les hommes, partie intégrante dans la protection des sites.

Au Parc Régional, c'est pied à pied que Marc JUSTY et Jean-Louis LE CORRE défendent les droits des habitants et des usagers des 40 000 ha du Parc naturel régional, portant une attention toute particulière au marais indivis pour le maintien des us et coutumes.

Ils continuent d'agir contre les effets négatifs de la Directive européenne 79-409 en rappelant que les députés communistes ont voté contre l'acte unique.

Les maires communistes de TRIGNAC, BATZ S/MER et SAINT-JOACHIM s'opposent aux aspects négatifs de la loi sur l'eau, tout comme celle du littoral, qui s'appliquent dans les faits sans consultation des usagers, des associations et des élus.

La protection de la faune et de la flore ne doit pas être sacrifiée à la loi du profit, par un tourisme lourd.

Défendre l'environnement passe, pour les candidats communistes, par la lutte contre les pavillons de complaisance, facteurs de marées noires, pour la cons-

truction de pétroliers modernes répondant aux conditions de protection et de sécurité maximum.

Ouvriers des 2 grandes industries nazairienne : navale et aéronautique, les candidats communistes Jean-Louis LE CORRE et Marc JUSTY, agissent pour que la défense de l'environnement commence à l'entreprise, par la protection des travailleurs, la lutte contre le bruit, pour le contrôle et l'emploi de produits non polluants, pour donner les moyens aux C.H.S.C.T. de jouer leur rôle pour l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail.

Voilà, pour les candidats communistes, une bataille menée sur le terrain. C'est une garantie et un engagement.

8^e CIRCONSCRIPTION

LE SEUL MOYEN DE SANCTIONNER
LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT
REPRÉSENTÉ PAR CLAUDE EVIN
ET DE BARRER LA ROUTE A LA DROITE
D'ETIENNE GARNIER
C'EST LE VOTE POUR JEAN-LOUIS LE CORRE

En Septembre 1991, lors des élections partielles, les électeurs ont donné plus de force au P.C.F. et à son candidat, Jean-Louis LE CORRE.

Etienne GARNIER avait été battu de justesse. Depuis, il s'appuie sur le profond mécontentement des électeurs de gauche face à la mauvaise politique du gouvernement, dont Claude EVIN fut le représentant, et il espère profiter du désarroi de nombreux électeurs socialistes après l'annonce par leurs dirigeants de la disparition de leur parti après les élections.

C'est pourquoi il redouble d'arrogance et de prétentions.

Jean-Louis LE CORRE est aujourd'hui le seul candidat dans la circonscription à s'engager clairement à la fois à défendre les valeurs de gauche et de progrès, et à tout mettre en œuvre pour barrer la route à la droite représentée par Etienne GARNIER.

Vous lui avez à nouveau donné plus de forces dans la circonscription pour les élections régionales.

Cette fois-ci, toutes celles et ceux qui sont porteurs des valeurs de gauche et de progrès et qui veulent empêcher le retour de la droite peuvent peser très lourd en se servant du vote communiste dans la 8^e circonscription.

NAVALE : LA COMMANDE, C'EST FAIT Jean-LOUIS LE CORRE APPELLE A PROLONGER CE SUCCÈS EN VOTANT POUR LES CANDIDATS COMMUNISTES

Enfin les Chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire ont enregistré la commande de deux paquebots de 1.800 passagers pour le Royal Caribbean Cruise LTD et une option supplémentaire. Le tout livrable entre 1995 et 1997.

Le gouvernement a donc mis fin aux tergiversations. Après deux années sans prise de commande les chantiers ont une charge de travail remplie pour plusieurs années. Le chômage partiel qui touchait les bureaux d'étude a pris fin. C'est donc 9 millions d'heures de travail pour les chantiers, autant pour la sous-traitance et les fournisseurs. Notons que, pour cause d'abandons industriels, la SEMT-Piebstick, l'ancienne branche nazairienne des chantiers, n'a pas été capable de répondre favorablement à la fabrication des moteurs des paquebots, un comble ! C'est un chantier finlandais qui bénéficie de ce « hors jeu ».

Jan-Louis Le Corre a déclaré : « Cette commande est une victoire pour tous ceux qui luttent depuis longtemps comme les communistes pour la présence en France d'une forte construction navale ». Il trouve indécent les gesticulations politiques de ceux qui n'aiment la construction navale qu'en période électorale. Et il appelle à prolonger ce succès en votant le 21 mars pour les candidats communistes.

**LE 21 MARS FAITES ENTENDRE VOTRE VOIX
VOTEZ POUR LES CANDIDATES ET LES CANDIDATS
DU RASSEMBLEMENT POUR SE DEFENDRE ET FAIRE DU NEUF
PRESENTES PAR LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS**

1^{re} CIRCONSCRIPTION



**TITULAIRE
GRAVOILLE Catherine**
Directrice d'école maternelle
41 ans

2^e CIRCONSCRIPTION



**TITULAIRE
CONSTANT Claude**
Maire-adjoint de NANTES
Technicien France Telecom
45 ans

3^e CIRCONSCRIPTION



**TITULAIRE
MOREAU Michel**
Maire-adjoint de NANTES
Technicien
53 ans

4^e CIRCONSCRIPTION



**TITULAIRE
GUILBAUD Jacques**
Maire-adjoint de RÉZE
Cadre commercial
52 ans

5^e CIRCONSCRIPTION



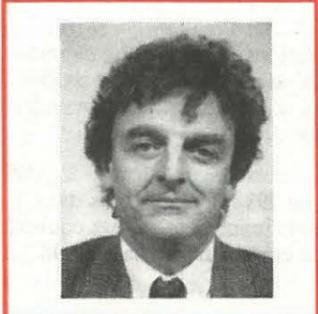
**TITULAIRE
AUFFRET Gaston**
Conseiller municipal de NANTES
Ajusteur
55 ans



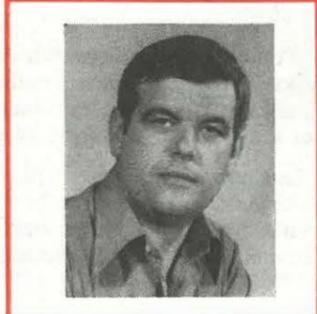
**SUPLÉANT
ROBERT Paul**
Ingénieur
37 ans



**SUPLÉANT
MORINIÈRE Patricia**
Conseillère d'orientation
41 ans



**SUPLÉANT
PELLOQUET Christian**
Maire-adjoint de COUËRON
Ingénieur
47 ans



**SUPLÉANT
CHAMPEAU Pierre**
Maire-adjoint de ST SEBASTIEN
Cadre SNCF
52 ans



**SUPLÉANT
POTEL Danielle**
Ouvrière
40 ans

6^e CIRCONSCRIPTION



**TITULAIRE
LELIJOUR Olivier**
Maire-adjoint de CHATEAUBRIANT
Instituteur
36 ans

7^e CIRCONSCRIPTION



**TITULAIRE
JUSTY Marc**
Maire de St Joachim
Fraiseur
53 ans

8^e CIRCONSCRIPTION



**TITULAIRE
LE CORRE Jean-Louis**
Maire de Trignac
Ajusteur
55 ans

9^e CIRCONSCRIPTION



**TITULAIRE
MOREL Claudine**
Assistance sociale
36 ans

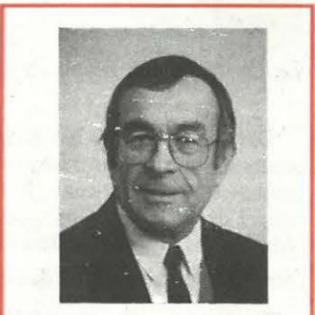
10^e CIRCONSCRIPTION



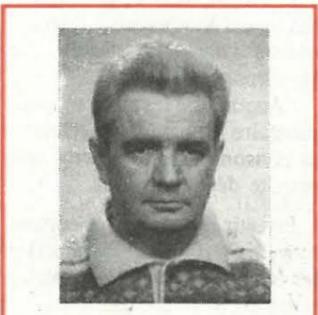
**TITULAIRE
GOUTY Michel**
Conseiller municipal de VERTOUC
Professeur EPS
44 ans



**SUPLÉANT
GAUDIN Claudie**
Conseillère municipale de BLAIN
Infirmière
46 ans



**SUPLÉANT
LE BERCHE Pierre**
Maire de Batz-sur-Mer
Professeur LEP
55 ans



**SUPLÉANT
RASTEL Gérard**
Electricien
50 ans



**SUPLÉANT
RIOU Jean-Paul**
Maire-adjoint de ST BRÉVIN
Retraité Ministère des Finances
66 ans



**SUPLÉANT
ROUSSEAU Jacques**
Conseiller municipal de BASSE GOULAIN
Directeur général d'Association
57 ans

COUPS DE...

L'OMBRE DE BRIAND

Dans la 8^e circonscription de Loire-Atlantique, Gilles Denigot, candidat autopromu, qui a reçu l'investiture de l'Entente des Ecologistes, mais contesté par les « Verts » qui ont leur propre candidat, a établi son poste de campagne électorale dans les anciens locaux du « Grand café », sorte de boîte de nuit ouverte par le père d'Aristide Briand en 1865, à St Nazaire. Ledit Aristide, « l'apôtre » de la grève générale utilisa l'établissement du papa pour mener ses campagnes électorales avant de tomber dans la plus poussée des collaborations de classes : devenu Président du Conseil, il n'hésita pas à utiliser l'armée contre les grandes grèves de l'époque. Poincaré, dans ses souvenirs, a pu écrire en faisant allusion à Briand : « la grande bourgeoisie pardonne volontiers à ceux qui l'ont menacée, lorsqu'elle les croit capables de la défendre ».

Pour en revenir aux élections actuelles, l'Entente des Ecologistes considère après cette rencontre du syndicalisme et du socialisme (à propos de Briand) c'est aujourd'hui « la rencontre du syndicalisme et de l'écologie ». Rapprochements un peu surfaités ! Mais... bien que la grève, générale ou non, ne soit pas le point fort du candidat Denigot, Briand serait-il son maître à penser ? Bien qu'encombrant sur certains aspects, lorsqu'on connaît la vie de « l'apôtre ». Bof ! ça peut toujours faire sujet de méditation, sans grand intérêt. Juste bon à alimenter les conversations du... » café du commerce » !

... PIOCHE

TRANSFUSION SANGUINE ET CENTRE GAUDUCHEAU : QUESTION ÉCRITE AU MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Suite à l'intervention de Michel Moreau, Maire Adjoint communiste de Nantes, auprès d'André Lajoinie, à propos des difficultés rencontrées par le Centre Régional de Transfusion Sanguine de Nantes et du Centre Régional de lutte contre le Cancer, René Gauducheau, le groupe des parlementaires communistes par une question du député communiste Gilbert Millet !

« ... attire l'attention de Monsieur le Ministre de la santé sur les difficultés que connaissent deux importants établissements de santé de la ville de Nantes. Il s'agit : du Centre Régional de Transfusion Sanguine de Nantes et du Centre Régional de Lutte contre le Cancer Nantes Atlantique René Gauducheau.

Le Centre Régional de Transfusion Sanguine se débat dans de telles difficultés que le Conseil d'Administration a décidé de ne pas voter le budget et a demandé à son Président de bien vouloir lui représenter, en équilibre financier, pour la mi-janvier.

Une réduction du personnel employé par cet établissement aurait des conséquences néfastes sur l'activité du centre et remettrait en cause les activités comme le centre de soins créée à la demande des hémophiles, l'histocompatibilité, les biotechnologies et la thérapie cellulaire.

Il est donc urgent de trouver des solutions pour le centre de transfusion. Il paraît notamment indispensable de revaloriser les produits sanguins et d'apporter les subventions nécessaires pour le maintien des activités nécessaires au développement de la médecine.

Le Centre anticancéreux René Gauducheau connaît une activité médicale croissante : près de 50 % de 1988 à 1992. Mais dans le même temps la dotation globale de fonctionnement n'a pas couvert l'ensemble des dépenses réelles, cette couverture passant de 98 % en 1988 à 85 % en 1992.

Après une analyse très poussée de la DDASS, il a été reconnu que la somme manquante en 1992 pouvait être estimée à 20 millions de francs.

La municipalité de Nantes a été amenée à garantir un emprunt destiné à couvrir cette situation négative de Trésorerie.

Dans le cadre du décret financier d'août 92, qui stipule que pour les établissements de type PSPH, il n'y aurait plus possibilité de reprise de déficit, il est indispensable que le Ministère accorde une réévaluation de base du budget du centre de l'ordre de 20 millions de francs.

Il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour ces deux établissements dans l'intérêt du service public de la santé ».

LES CANDIDATS COMMUNISTES DE NANTES DONNENT RÉPONSE A L'ASSOCIATION NANTAISE DE LA DÉFENSE DE L'ENVIRONNEMENT VOILA CE QU'ILS DISENT SUR LA CIRCULATION

Le Comité de Ville de Nantes, à son époque, les communistes de l'agglomération ont été dans les premiers, sinon les premiers, à instaurer un débat sur la mise en place d'un Plan de Circulation et l'obtention de moyens (versement transport) avec, y compris à cette époque, l'utilisation des anciennes lignes SNCF internes à l'agglomération.

Nous avons œuvré pour la construction d'un moyen de transport en commun rapide, efficace, et non polluant : le tramway, visant à limiter la circulation automobile, tout comme nous avons œuvré pour la mise en place d'un franchissement de la Loire sans péage.

Dans le même esprit nous ne pouvons continuer à développer le trafic routier/poids lourds, qui a doublé en dix ans, cela met en cause la sécurité, et les accidents

récents en témoignent, nous avons parfois frisé des catastrophes.

Un mot encore, ne pensez-vous pas qu'il serait plus utile pour répondre aux besoins, d'économiser sur le budget militaire plutôt que sur les infrastructures routières ?

La sécurité routière, sa qualité, s'amélioreraient d'autant mieux qu'y seraient consacrés les moyens en donnant la priorité à la formation, l'éducation, sur la coercition.

La qualité de la circulation passe aujourd'hui aussi par la recherche sur le moteur propre, sur de véritables espaces réservés aux piétons et aux cyclistes, ceux dont nous disposons aujourd'hui ne correspondent pas à une véritable sécurité, même si quelques améliorations ont été apportées. La direction de l'Équipement doit écouter les associations et les usagers.

5^e Edition DES NOCTURNES DE BRIÈRE



La Chorale Pays Blanc Pays Noir

Dans le cadre des Nocturnes de Brière, organisées avec le concours du Parc Naturel Régional de Brière et de 9 communes brièrannes, André Moriceau, Maire-Adjoint à la culture et Marc Justy, Maire de St Joachim ont présenté le programme de cette nouvelle édition des Nocturnes de Brière sur leur commune.

Samedi 3 avril - Salle des Fêtes à 21 h :

Récital avec la Chorale Pays Blanc Pays Noir, (20 F - gratuit enfants de moins de)

Du 27 mars au 4 avril - Centre Georges Brassens de 10 h à 12 h et de 15 h à 19 h :

Exposition sur l'Amour et le Mariage (entrée gratuite).

MOBILISATION SYNDICALE

Quatre manifestations rassemblant près de 10 000 personnes au total ont eu lieu le 4 mars à l'appel des syndicats CGT, CFDT et FO, à Nantes, à St Nazaire, à Châteaubriant et à Ancenis. Le département compte 71 648 chômeurs, selon les statistiques de janvier. Au nom de la CGT, Serge Doussin, secrétaire départemental devait notamment déclarer « Près de 5 millions de Français connaissent le chômage, les conditions de travail se dégradent, le pouvoir d'achat s'effiloche, notre système de santé est en danger, l'indemnisation du chômage et des retraites sont remis en cause. Cette situa-

tion, toutes les catégories sociales et professionnelles le subissent, mais ne l'acceptent pas... l'argent existe pour satisfaire les revendications et répondre aux besoins qui s'expriment.

Une telle politique sociale industrielle nécessite de faire d'autres choix. Par exemple : pourquoi ne pas partager les profits ? Nous ne les inventons pas. Les données économiques, officielles, indiquent que les 150 entreprises françaises classées premières, au Hit Parade des profits 92, ont amassé 1 200 milliards de profits, soit l'équivalent de plus de 13 millions de SMIC/an.

Oui, il faut partager les profits pour :

- Investir et développer nos atouts industriels.
- Investir dans la production des biens d'équipements, du logement, de la santé, de l'environnement.

- Augmenter les salaires, pour satisfaire les besoins et relancer la consommation, assurer une retraite décente à tous.

Investir dans l'emploi comme moyen et finalité ; revaloriser les salaires, c'est aussi sauver notre sécurité sociale :

- 100 000 chômeurs en moins, c'est 5 milliards de recette en plus.

- 1 % d'augmentation des salaires, c'est 8 milliards de plus dans les caisses.

CHUTE DES COURS DU POISSON DE MER

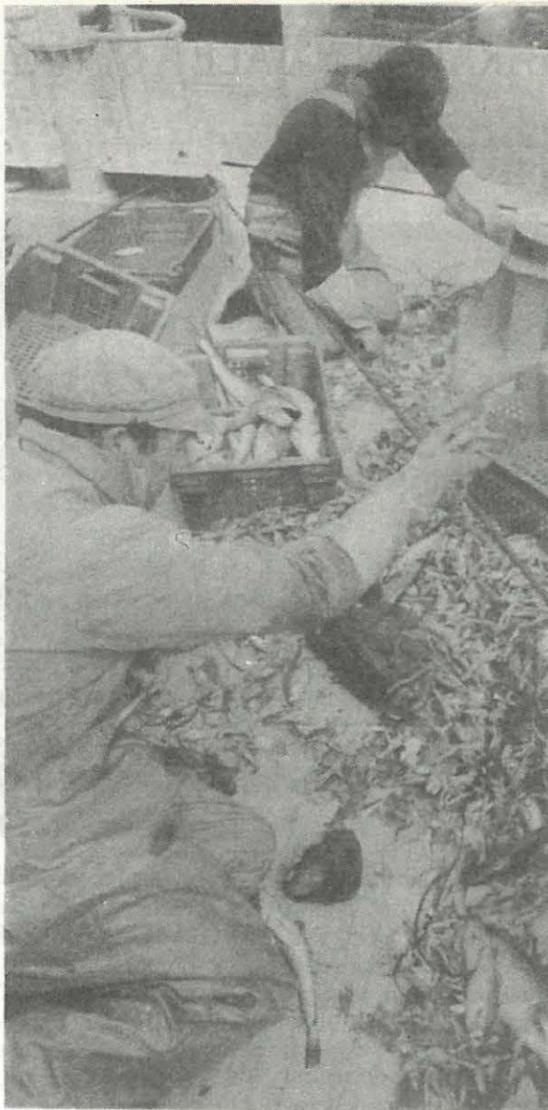
MARINS- PÊCHEURS EN COLÈRE CONTRE LES IMPORTATIONS

Le « Comité de Survie » créé par les marins-pêcheurs réclame l'exonération des charges sociales et l'arrêt des importations. Si le gouvernement avait la volonté de s'attaquer aux problèmes que vivent les marins-pêcheurs, le gouvernement pourrait, immédiatement, prendre trois mesures visant à juguler la crise actuelle de la pêche.

1 - Imposer aux autorités européennes qu'elles fassent dès maintenant appliquer la clause sauvegarde (ce qui n'est pas le droit de veto). La Commission peut, elle-même, prendre cette décision qui permettrait de suspendre toutes importations de pays tiers et de préserver la préférence communautaire.

2 - Faire aboutir rapidement, et non dans plusieurs semaines, un accord sur des prix minimaux garantis dans la CEE.

3 - Réaménager les prêts souscrits par les patrons pêcheurs et établir un moratoire sur les dettes.



DONGES : LA PRÉSENCE D'UN ÉLU COMMUNISTE

En 1989, après six années de gestion municipale la liste d'union de la gauche était devancée par une coalition centre-droit RPR. Le Parti Socialiste gardait cinq élus, le Parti Communiste un seul.

A partir de cette situation il devint évident que la bataille ne pourrait se conduire sans la population et que les intérêts de celle-ci devraient reposer sur son intervention.

Après l'exclusion du PCF de toutes les commissions municipales cette orientation devait être renforcée.

* * *

Le premier point considéré comme prioritaire était celui de l'eau où une tarification discriminatoire aboutissait pour les habitants du nord de la commune à des différences allant jusqu'au double par le biais d'une tarification étrangère à la ville de DONGES. La pétition reprise par 90 % des habitants concernés, déposée en mairie, permettait rapidement l'harmonisation des tarifs entre le bourg et le nord de la commune.

* * *

La fermeture de la décharge sauvage du Port Autonomes à proximité de la zone portuaire de DONGES en bordure du canal du Priory obtenue par l'intervention du seul élu communiste et sur sa seule requête avec la demande de création d'une commission d'enquête atteste d'une préoccupation permanente du PCF et de ses élus sur les questions de l'environnement.

* * *

Ainsi dans le même ordre d'idée, la décision par la Grande Paroisse d'un investissement permettant de neutraliser les rejets toxiques (fumées jaunes) doit être très justement appréciée et prouve que d'énormes possibilités existent et que les rejets industriels ne sont pas inéluctables.

* * *

La désaffectation de la voie ferrée Pontchâteau-Saint-Nazaire, son environnement incitant la promenade, la poursuite de son entretien dans le cadre de l'intercommunalité conduisit l'élu communiste à présenter cette sauvegarde comme essentielle dans l'extension d'un patrimoine vert.

* * *

Il est bien évident que les tentatives de mise à l'écart du PCF, la décrédibilité du Parti Socialiste conduisent à autant de difficultés pour que toutes les voix soient entendues au sein du Conseil Municipal. Ce fut cependant le cas pour dénoncer les réductions d'emplois qui perdurent à la raffinerie. Il est un fait cependant qui doit attirer notre attention et qui a fait l'objet d'une intervention lors du dernier Conseil Municipal c'est l'aggravation des risques encourus avec le renforcement de la circulation des poids-lourds. Le développement de la zone portuaire de Montoir ne peut se poursuivre sans la révision de l'infrastructure routière.

* * *

L'hypocrisie du débat autour de la salle du cinéma entre les partisans d'une rénovation et ceux d'une construction neuve ne pourrait faire oublier que Donges a du mal à retenir ses jeunes, la concentration s'effectuant pour une large part sur Saint-Nazaire.

Il convient donc prioritairement de définir le cadre d'une politique culturelle mais surtout son contenu en s'appuyant sur les besoins exprimés par la population dongeoise.

Le Parti Communiste Français en dehors d'une polémique stérile a décidé d'une consultation des Dongeoises et des Dongeois afin de faire ressortir les besoins réels pour une prise en compte satisfaisant aux intérêts de tous. Cette consultation proposée rapidement pourrait faire l'objet d'un débat public sur la nécessaire intercommunalité qu'il convient d'organiser dans le cadre d'une coopération précise avec TRIGNAC, MONTTOIR, SAINT JOACHIM, SAINT MALO DE GUERSAC, LAVAU conduisant à une cohérence intermunicipale sur toutes nos préoccupations communes.

SALLE POLYVALENTE DE BERT : POSE DE LA PREMIERE ARDOISE DE...TRÉLAZÉ INVITATION DU MAIRE, JEAN-LOUIS LE CORRE

« La Salle Polyvalente de Bert, qui a vu ses travaux débiter, sera inaugurée en septembre ou octobre prochains.

Nous aurions pu comme cela se pratique couramment faire d'une manière officielle de la pose de la « première pierre ».

Nous avons décidé d'une autre pratique, moins traditionnelle, s'inscrivant dans le cadre de la solidarité.

En effet, au moment où les ardoisières d'Angers Trélazé engagent un plan de licenciement de 267 salariés, la Municipalité de TRIGNAC, fidèle à ses engagements, a décidé que la couverture de la salle polyvalente soit réalisée en ardoises d'Angers.

Pendant que des dizaines de tonnes d'ardoises d'Espagne sont déchargées dans nos ports, nous avons choisi d'être originaux et de procéder à la pose de la « première ardoise ».

L'objectif de cette cérémonie sera

pour nous et pour les ouvriers ardoisiers d'Angers de démontrer qu'il y a d'autres solutions que celles qui consistent à licencier pour le seul objectif de faire des profits.

La construction de cette salle qui sera destinée en priorité au monde associatif nous donne l'occasion d'exprimer cette solidarité et de vous inviter à cette manifestation qui s'inscrira également dans le cadre de la lutte contre le racisme puisque le Conseil Municipal a décidé de la baptiser salle « Martin Luther King » en hommage à ce pasteur qui combattit la ségrégation raciale et qui fût assassiné ».

* * *

Jean-Louis Le Corre avait invité beaucoup de personnes ce samedi 13 mars pour la pose de la « première ardoise de Trélazé ».

Un verre de l'amitié a clos cette manifestation sympathique mais aussi offensive.

MAINTENIR ET DÉVELOPPER LA RÉPARATION NAVALE A ST NAZAIRE

LA CGT FAIT DES PROPOSITIONS

Après deux plans de licenciements de 400 personnes en 1985 et 1987, les Arno Saint-Nazaire ont redémarré leur activité en mars 87 avec 98 salariés. Jusqu'en 91, l'activité a été correcte et les résultats financiers positifs.

Aujourd'hui, la Direction prévoit la suppression de 23 emplois : 11 licenciements, 7 départs FNE, une fin de contrat, 4 reclassements.

Pourquoi un tel plan ?

Alors que les autres chantiers de réparation navale issus du groupe ARNO (Brest - Le Havre - Dunkerque) qui ont connu certes des difficultés de charge en 92 ont malgré tout eu des résultats positifs.

Les réponses sont :

- Mauvais management de la Direction.

- Service commercial obsolète.

- Asphyxie financière où la quasi totalité des bénéfices est redistribué et remonte à une société holding chargée de rembourser le rachat de l'entreprise par les deux Directeurs et qui facture des prestations commerciales administratives... avec un coquet pourcentage dans la rubrique « primes et soins ». Cela atomise les investissements et occasionne des lignes de crédit.

- Asphyxie industrielle en faisant passer les activités les plus rentables avec le personnel correspondant vers une autre filiale.

- Mais, il est évident aussi que cette situation découle globalement d'un manque de définition de politique de l'Etat au niveau de la filière maritime.

Avec ce plan, il ne resterait plus qu'une quarantaine d'Ouvriers : ce qui condamne à court terme cette activité à Saint-Nazaire.

Déjà la Direction annonce un nouveau plan au 2^e semestre. La réparation navale, un besoin pour la filière maritime.

La réflexion aujourd'hui est de savoir s'il faut baisser les bras ou conserver un chantier de réparation à Saint-Nazaire.

Dans l'intérêt de la population, de l'économie locale, la CGT se battra pour conserver la réparation navale à Saint-Nazaire.

Le port de Nantes-Saint-Nazaire en a besoin

C'est le 4^e port français où, en 1992, 4 384 mouvements de navire ont été enregistrés et où sont annoncées de nouvelles lignes (fruitières). Il est fréquent que les navires en escales profitent du déchargement pour effectuer des réparations qui nécessitent souvent des interventions techniques. Dans le cas de navires transportant des matières dangereuses, le savoir-faire des Travailleurs des Arno représente une protection pour la population contre les risques graves.



Désorganiser la réparation, c'est aussi désorganiser la sécurité portuaire, c'est casser l'entité portuaire, constituée par le port, les chantiers, la SEMT.

Les formes de radoub, les quais, les engins de levage ont été amortis et ce serait un véritable gâchis de laisser ces outils déperir.

De plus, cette activité est génératrice d'emplois sur la localité, si celle-ci est développée, ce sont des centaines d'emplois qui peuvent être créés.

Il est donc impératif de trouver une solution que les Arno seuls ne peuvent trouver.

Les Pouvoirs Publics, sous-Préfecture, Mairie, Chambre de Commerce, Port Autonome, Direction des Chantiers, de la SEMT, doivent réaffirmer leur volonté de conserver et développer la réparation navale.

Pour cela, il faut stopper le plan de licenciement et apporter une aide extérieure urgente dans le domaine commercial.

Le Port, les Chantiers de l'Atlantique, avec leur renommée mondiale, leur connaissance parfaite des Armateurs peuvent assurer cette tutelle. Nous demandons que des mesures rapides soient prises pour qu'il en soit ainsi.

LA PEUR DES URNES, HEUREUSE CONSEILLÈRE ?

Le ministre de la santé, Bernard Kouchner venant à Saint-Nazaire, la CFDT du Centre hospitalier avait prévu de manifester lors de la présence de ce dernier pour demander une rallonge budgétaire pour l'hôpital nazairien qui en a bien besoin.

La peur du verdict des urnes a sans doute gagné l'ancien ministre de la santé et candidat dans le secteur concerné, Claude Evin. Puisqu'il vient lui-même d'annoncer, avant Kouchner, que ce dernier allait débloquer 4,2 millions pour l'hôpital.

Du coup, la CFDT a annulé la manifestation. Mais après cela, il restera encore la bagatelle de 4,8 millions de francs à trouver.



Peinture,
Papier-peint,
Moquette

André
Sagot
PEINTRE



Isolation
extérieure

8, impasse Georges Sadoul
44400 REZE

40 84 18 98

Flavie Bontic'
« l'utile et l'agréable »

Articles ménagers - Rasoirs - Beauté
Cadeaux - Liste de mariage

M. DAVY
23, Bd Victor-Hugo - Tél 40.22.52.84
44600 SAINT-NAZAIRE

N° 001152

N° 001153

Carnet rose

Nous avons appris avec plaisir la naissance de Céline à la plus grande joie de ses parents Corinne Barbin et Philippe Jacques.

Tous nos vœux de bonheur accompagnent Céline et félicitations aux heureux parents.

DROITS DE L'HOMME

Ils sont de plus en plus bafoués dans de nombreux pays et de façon souvent grossière. Cela entraîne l'indignation. Mais, lorsqu'en France, ces mêmes droits sont mis en cause c'est une autre histoire : un silence épais s'abat sur les ondes, sur la presse et même dans l'opinion : malveillance des uns, fatalisme et résignation chez les autres. Et pourtant chez nous aussi la chasse aux sorcières, aux mal pensants, aux syndicalistes, cela existe, et les victimes seraient souvent bien seules sans le soutien du Parti Communiste.

Ainsi M-J. Zanetti, ex-psychologue à l'Hôpital de Cholet parce qu'elle luttait avec les armes qu'elle avait choisies, pour une médecine de qualité et plus encore parce qu'elle avait été soutenue par le PCF, est depuis 4 ans privée d'emploi ses ex-employeurs ayant cru bon de glisser dans son dossier une mention faisant état de son appartenance ou de sa sympathie pour le PCF : raison suffisante pour lui interdire ensuite toute embauche.

Loin de se résigner elle a rejoint le PCF et elle s'est battue sans faiblir contre l'injustice et contre l'atteinte à « ce droit fondamental qu'est le travail » (ce sont là ses propres termes). Enfin la justice (??) vient de lui donner une première satisfaction : la pièce « infamante » (pour certains) sera retirée de son dossier.

Nous nous réjouissons de ce premier succès de notre camarade et nous continuerons à « faire notre politique à nous » : être aux côtés de tous ceux qui se refusent à baisser la tête, et qui agissent pour la défense de leurs droits et le respect de leurs idées. Se résigner : JAMAIS !

La Cellule du PCF
du Cellier
Le 1.03.93

• NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE
PUBLICITE •
S.A.R.L. au capital de 50.000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes
44000 Nantes
R.C.S. Nantes
N° SIRET 3215122870012
Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef : Jean PERRAudeau
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, M. PRODEAU
J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS
PUBLICITE : Tél. 40.48.56.36
RÉDACTION : Tél. 40.89.72.28
TÉLÉCOPIE : 40.48.65.76
Imprimerie Marcel Delhommeau et Cie
85 LA CHAIZE-LE-VICOMTE - B.P. 406
85010 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX

UNE NOUVELLE MAISON POUR LE SECOURS POPULAIRE

Le Secours Populaire Français a besoin de locaux mieux adaptés pour répondre aux exigences de ses activités de solidarité. La Fédération départementale envisage donc de se rendre acquéreur d'un local d'environ 500 m² situé rue Paul Bellamy. Après la vente de ses locaux actuels et les travaux indispensables pour le futur siège il restera 580 000 F à trouver pour boucler l'opération.

Pour permettre cette acquisition, des fonds spécifiques en dehors de ceux destinés à la solidarité, sont nécessaires. Le Secours Populaire lance donc un appel exceptionnel pour l'aider à remplir pleinement sa mission. S'adresser au Secours Populaire Français 13, rue du Maréchal Joffre, Nantes Tél. 40.74.48.41.

NÉCROLOGIE

C'est avec beaucoup de tristesse que nous avons appris la disparition de notre camarade Georges Fredet de Trignac. Métallurgiste retraité, ancien Maire-adjoint de Trignac, Georges militait au syndicat des retraités CGT.

De nombreux amis et camarades, très émus, l'ont accompagné jusqu'à sa dernière demeure. Maurice Piconnier, Président des retraités CGT, et Jean-Louis Le Corre devaient lui rendre un dernier hommage. Dans ces instants douloureux, que ses proches soient assurés de toute notre amitié. Nous leur adressons nos sincères condoléances.

*

Notre camarade Raymond Heudebine, de la cellule de l'Île d'Aix est décédé. La cellule, la section de St Nazaire adressent leurs sincères condoléances à sa famille.

*

Andréa Grenier, épouse de Fernand Grenier, est décédée à l'âge de quatre-vingt-treize ans. Ses obsèques ont eu lieu au Père Lachaise à Paris en présence d'une foule nombreuse. Maurice Nilès, maire de Drancy et président de l'Amicale de Châteaubriant-Vorves-Rouillé a rendu hommage à Andréa Grenier.

Parmi les amis venus lui rendre un dernier hommage on reconnaissait Jean-Claude Gaysot et Pierre Bloten, membres du Bureau Politique ; Madeleine Vincent, membre du Comité Central ; Lucien Mathey, Amicale des Vétérans du PCF. Maurice Piconnier, la Fédération de Loire-Atlantique ont adressé des messages de sympathie à la famille d'Andréa Grenier.

FRUITS ET LÉGUMES

UNE ANNÉE RECORD POUR LES DESTRUCTIONS

Pudiquement baptisées « retraits », et en principe destinées à empêcher l'effondrement des cours, les fruits et légumes, le plus souvent sont jetés dans les décharges publiques, alors que de nombreux consommateurs faute de moyens, doivent se priver du nécessaire.

Or, depuis longtemps, nous n'avions assisté à autant de destructions qu'en cette année 1992, plus précisément au cours de la campagne 92-93 puisqu'elle se termine au 30 avril pour l'ensemble des productions.

Mais déjà les chiffres provisoires au 30 décembre montrent l'importance des retraits qui demeurent le seul moyen de régulation des prix.

C'est d'autant moins acceptable que pendant ce temps, aucune mesure n'est prise contre les importations, notamment des pays tiers, qui ont largement contribué à asphyxier un marché qui n'avait pas besoin de cela.

Des silos, des frigos bourrés de stocks

La Commission européenne vient de publier l'état des stocks dans la CEE au 31 décembre 1992.

Alors que des millions de gens sont dans la gêne, voire dans la misère et que l'on bloque l'activité des agriculteurs par tout un arsenal de mesures, il est toujours choquant de constater que des produits croupissent en stocks par centaines de milliers de tonnes.

Les stocks communautaires



D'un côté « les restos du cœur », de l'autre des aliments à la décharge.

kilos par habitant de la CEE.

Et qui peut prétendre que donner un meilleur pouvoir d'achat aux millions de gens les plus

modestes ne résorberait pas les stocks de viande.

Alors, y-a-t-il vraiment surproduction ?

étaient en effet les suivants fin 1992:

- blé tendre : 7 496 000 tonnes
- blé dur : 4 261 000 tonnes
- maïs : 874 000 tonnes
- beurre : 270 000 tonnes
- poudre de lait : 5 000 tonnes
- viande bovine : 1 090 000 tonnes

Plus d'un million de tonnes de viande bovine en stocks.

Cela représente moins de trois

Chiffres des « retraits » de fruits et légumes (en tonnes)

Produits	Campagne 1990-1991	Campagne 1991-1992	Campagne 1992-1993 (chiffres au 31-12-92)
Pomme.....	62.065	0	environ 500.000 campagne close le 31-5 environ 27.000 (campagne close le 30-4 89.776
Poire.....	6.687	0	30.401
Pêche.....	37.348	12.611	environ 90.000
Nectarine.....	18.454	6.689	21.777
Chou-fleur....	7.534	16.019	
Tomate.....	7.783	26.336	

SOCIÉTÉ MODERNE DE TECHNIQUE ROUTIÈRE

S.A. au capital de 13840200F.



TRAVAUX PUBLICS ET PARTICULIERS

Bureaux et dépôts :

Zone industrielle de Montoir-Est
44550 Montoir-de-Bretagne

Tél. : 40.88.57.56

Fax : 40.88.55.60

adresser la correspondance BP N°26, 44550 Montoir-de-Bretagne



COUVERTURE - ZINGUERIE

ISOLATION - BARDAGE

DEMOUSSAGE TOITURE

DESMARS Alain

Le Jardin d'Eden
6 Allée des Clématites
44600 SAINT-NAZAIRE
☎ 40 70 49 51

Atelier à TRIGNAC (44570)
14, Chemin de la Petite Ville

ENTREPRISE DE PEINTURE - PAPIERS PEINTS

REVÊTEMENTS
SOLS ET MURS

RAVALEMENT
ÉTANCHÉITÉ DE FAÇADE

Patrick ALLAIN

Tél. 40.53.34.11

12, Rue des Troènes - 44600 SAINT-NAZAIRE



société d'études
et réalisation de
Machines spéciales
et outillages

J. GONZALEZ
Gérant

S.A.R.L. capital de 100 000 F
Zone d'Activités des Pédras
44117 St ANDRE des EAUX
Tél. 40 91 52 83
FAX 40.91.54.02

FORGES DE TRIGNAC : RENCONTRE DU MONDE ARTISTIQUE AVEC LE MONDE DES USINES



Sans m'accorder le droit d'intervenir dans l'art reflétant le monde du travail, j'essaie tout au long de mon activité politique de maire d'infléchir l'exclusion systématique de la culture du travail dans la création artistique.

Ce qui m'a surpris en découvrant PHYLUM, c'est la communion d'intérêts qui se « forge » autour et à partir de l'activité industrielle. C'est la rencontre du monde artistique avec le monde des usines et l'échange nourricier qui puise ses ferments dans les matériaux, les gestes et les

couleurs de la production industrielle.

A l'image de la zone industrielle de TRIGNAC qui fonde la reconquête sociale industrielle de la ville comme moyen fédérateur d'une nouvelle urbanité et d'une vie communale plus équilibrée, trois artistes instaurent une connexion de pensée avec l'expérience quotidienne du travail, non dans une logique d'imagerie d'EPINAL mais dans sa dimension importante de superposabilité et de perméabilité de la culture. C'est pourquoi, reprenant la charge conceptuelle d'un espace industriel urbain qui régénère la ville et la vie, j'invite aussi les entreprises et tous les acteurs économiques à réduire la fracture entre la vie et le travail, à promouvoir, aussi par le mécénat, ce geste de culture singulière que tente d'ériger le collectif créateur PHYLUM.

J.-L. LE CORRE
Maire de TRIGNAC

DEUX OU TROIS CHOSSES QUE JE SAIS D'ELLE

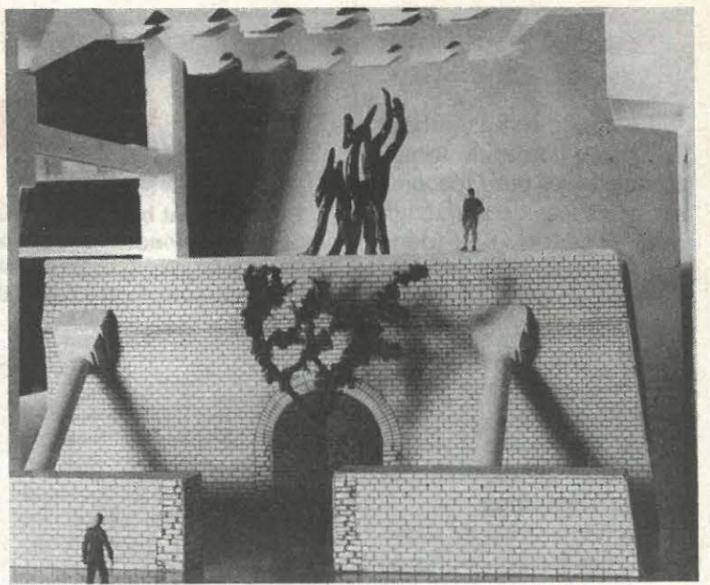
Quatre sculptures.

Quatre visions, incomplètes mais hiérarchisées, offrent sous un certain angle (celui où la hiérarchie disparaît) la découverte d'un seul personnage - un seul mythe ?

Chacune d'elle est partie d'un tout. Un peu comme tous les êtres qui ont vécu et trimé dans les forges.

Je ne vous dirai pas le nombre de fois où je me suis pris à ce jeu qui consiste à les regarder de près, à viser (en fermant un œil) la première sculpture et à reculer jusqu'à ce point précis de la Recomposition...

Cette Recomposition évoque la combinaison de proportions mathématiques découvertes par les grecs et ravivée par l'un des plus grands architectes contemporains.



On sait que l'idée du MODULOR, puisqu'il faut l'appeler par son nom, est née à la suite de nombreux voyages que fit LE CORBUSIER en Angleterre où chaque mesure est en rapport avec le corps humain (le pied, le pouce, etc...).

Appliquant la section d'or au corps humain, apparaît alors un personnage robuste, élancé et élégant, d'exactement 1,828 mètre, bras élevé en signe de salut et main ouverte en forme de clé anglaise (!).

Cet homme à la taille ordinaire devient colosse de

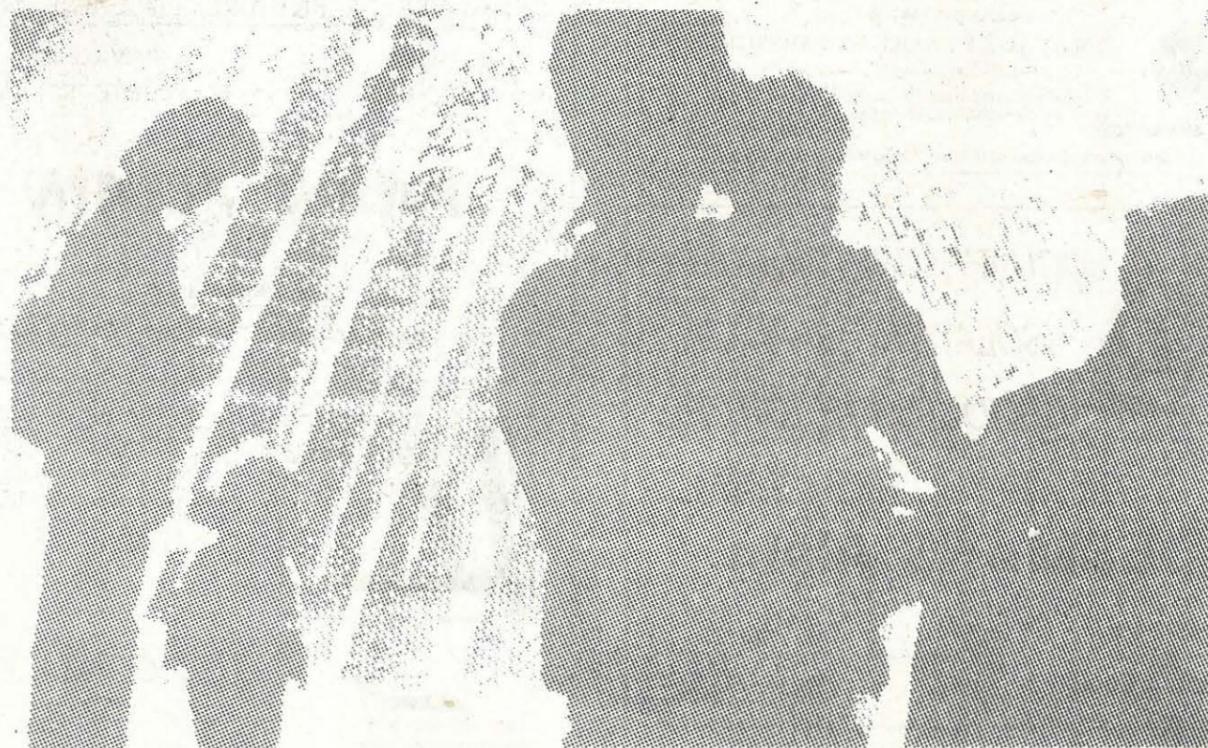
RODHES, par l'imagination puissante mais rationnelle de LE CORBUSIER.

Ce personnage me fascine depuis longtemps. Sa place en Décomposition - Recomposition dans un lieu surdimensionnel (les Forges de Trignac) lui permettra, je l'espère, de se réapproprier les lieux afin de lui donner une autre esthétique.

J. KERZANET
Architecte DPLG
Urbaniste de la
zone industrielle
des Forges de Trignac

— Parce que la vie collective suscite

sans cesse des besoins nouveaux.



 groupe gifco

DES RÉPONSES

POUR LES

COLLECTIVITÉS